Zeitschrift: Internationale kirchliche Zeitschrift : neue Folge der Revue internationale de théologie

Band: 1 (1911)

Heft: 2

Rubrik: Kirchliche Chronik

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 13.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

KIRCHLICHE CHRONIK.

* **Rom und die orientalische Kirche.** — Durch einen Artikel des Prinzen Max von Sachsen, Theologieprofessors an der römisch-katholischen Universität Freiburg in der Schweiz, « Pensées sur la question de l'Union des Eglises » in der von den Basilianermönchen des griechischen Ritus der Abtei Grottaferrata bei Rom herausgegebenen Zeitschrift « Roma e l'Oriente » ist die Frage der Wiedervereinigung der Kirchen aufgerollt worden. Das betreffende Heft wurde sofort nach Erscheinen auf Veranlassung der Kirche aus dem Buchhandel zurückgezogen — dasselbe Schicksal erfuhr ein Separatabdruck, den eine Buchhandlung in Athen angekündigt hatte — der Verfasser wurde nach Rom zitiert, wo er laut « Osservatore Romano » vom 31. Dezember in einer weitläufigen Erklärung die Irrtümer seiner Arbeit anerkannte und dem Papst seine volle und unbedingte Zustimmung zu den von der Kirche verkündeten Lehren erneuert haben soll. Der Artikel selbst ist zunächst nur auszugsweise bekannt geworden, und man war dabei lediglich auf Berichte römischen Ursprungs angewiesen. Die mit der Auffassung der Kirche vermeintlichen historischen und theologischen Irrtümer des Prinzen Max bestehen darin, dass er der geschichtlichen Entwicklung der Kirchen des Ostens und Westens als Historiker gerecht wird und unter Union etwas ganz anderes versteht als die Kirche. Mit dem Abdrucke des Aufsatzes haben nun zwei modernistische Zeitschriften — die römische « La Cultura contemporanea » und die Genfer « Revue moderniste internationale » im Februar-Heft begonnen, so dass wir einige Stellen, die des Verfassers Auffassung über die Union betreffen, wiedergeben können. Der erste Schritt zu einer Verständigung bestehe darin, dass man sich über den Begriff Union einige. Das habe man aber nie getan. Prinz Max schreibt:

« L'Eglise latine, toujours un peu habituée à commander, a simplement voulu imposer à l'Eglise orientale sa notion d'union à elle, sans bien demander si cette idée agréait à sa sœur. Elle s'est toujours mise à ce point de vue: c'est moi qui ai fait les lois. Quiconque ne veut reconnaître l'union, dans la forme que je veux

lui donner, est un adversaire de l'union même . . . Pour l'Eglise occidentale, l'union était toujours identique avec soumission complète. L'Eglise orientale était considérée comme fille rebelle de l'Eglise romaine. L'Occident n'avait donc rien à échanger, ni à faire en vue d'obtenir l'union. L'Orient au contraire devait se placer complètement sous la juridiction du pontife romain et en outre reconnaître tous les dogmes que la théologie latine des temps postérieurs avait développés, comme vrais . . . L'Eglise orientale au contraire a toujours envisagé l'union sous un autre point de vue. Pour elle, union est amitié, concorde et fraternité, mais non soumission. Elle considère les deux branches de la chrétienté comme deux sœurs, égales, en dignité et en droits, l'une à l'autre. Elle a encore l'idée que, pour s'unir, il faut revenir au point où l'on s'est séparé. Les deux grandes moitiés de la chrétienté devraient donc croire les mêmes choses qu'elles ont cru d'un commun accord avant de se séparer. Leurs relations mutuelles devraient aussi être les mêmes, telles qu'elles existaient anciennement. Elle considère les doctrines du moyen âge latin, et en outre les doctrines dogmatisées au XIXe siècle, comme des déviations. Selon son opinion, l'Eglise occidentale a abandonné l'ancien fondement doctrinal pour introduire des nouveautés, telles que la procession du Saint-Esprit du Fils et non exclusivement du Père, l'existence d'un purgatoire, la primauté du pontife romain et d'autres points semblables. Il faudrait donc que l'Eglise occidentale se débarrasse de ces doctrines, qui empêchent l'union et la concorde fraternelle. Du moment qu'elle aura fait ce sacrifice, la concorde, qu'elle a troublé par ces nouveautés, sera rétablie . . . En effet, nous voyons que l'Eglise orientale a presque toujours refusé d'accepter la conception romaine de l'union, qui lui paraissait inadmissible, et il n'y a aucun doute qu'elle ne l'acceptera jamais non plus dans l'avenir. »

Wenn die orientalische Kirche der Auffassung Roms je zugestimmt hat, seien stets politische Verhältnisse ausschlaggebend gewesen.

Prinz Max fährt fort:

« Mais il est bien certain que l'Eglise orientale en général la refusera toujours et ne pourra même pas l'accepter selon son point de vue. C'est encore la raison pour laquelle l'Eglise orientale semble désirer beaucoup plus l'union avec les vieux-catholiques de l'Occident ou les anglicans qu'avec l'Eglise romaine. C'est parce qu'elle sait bien et qu'elle sent que ces communautés-là ne voudraient pas lui imposer une autorité, qu'elles se considéreraient comme sœurs vis-à-vis d'elle et même comme sœurs cadettes, qui regardent l'Eglise orientale comme plus digne et plus ancienne qu'elles-mêmes, tandis que Rome pose cette alternative, dont on ne veut pas : ou se soumettre, ou point d'union. »

Seine Definition des Begriffes Union fasst er in folgende Worte:

« Je n'entends pas sous le nom d' « union » une soumission complète qui paraîtrait être une contradiction contre le terme même. Même en Occident, on n'a pas perdu complètement l'idée que la réconciliation de l'Eglise orientale avec celle d'Occident devrait s'accomplir d'une autre manière que le retour de certains hérétiques. C'est pour cela qu'on s'est servi du nom d' « union » qui serait dénué de sens s'il s'agissait d'un simple assujettissement. En pratique, néanmoins, on ne cherche que cela. La seule différence qui existe entre le retour d'hérétiques et l'union telle qu'elle est pratiquée depuis des siècles, est celle qu'on laisse aux Orientaux leur rite et certains points de discipline orientale, tout en ne considérant cela même que comme une grâce accordée. C'est donc exclusivement dans ce sens que Rome parle aujourd'hui d' « union. »

Auf Grund der Geschichte führt Prinz Max den Nachweis, dass die Auffassung der Kirche im Abendland eine gänzliche Veränderung erfahren habe, die die Orientalen nie anerkennen werden. Wenn die Unierten dies tun, liegt darin ein Hindernis der Union, weil die Orientalen sie als Lateiner in orientalischem Gewande betrachten, was sie nie werden wollen. Es heisst in dem Aufsatze weiter:

« Les uniates, que nous avons maintenant gagnés, doivent certainement être conservés.

Mais pour attirer vraiment l'Eglise orientale, il faut suivre un système tout différent de celui qu'on a suivi jusqu'ici. L'Eglise orientale doit vraiment rester ce qu'elle est. Elle ne doit pas changer de caractère. Le mot d' « union » ne signifie pas qu'une partie soit complètement changée pour être rendue semblable à l'autre; mais ce mot désigne deux choses, qui restent ce qu'elles sont et ne recherchent que des relations mutuelles entre elles. C'est une idée vraiment injuste et contradictoire à toute l'histoire que de considérer l'Eglise orientale comme une fraction, une province de l'Eglise romaine, qui s'en est détachée. On peut dire cela des protestants de l'Occident, qui formèrent jadis une partie de l'Eglise latine, mais aucunement des Orientaux. L'Eglise orientale devrait donc rester absolument indépendante et se gouverner elle-même telle qu'elle le fait aujourd'hui et qu'elle l'a fait dès les origines du christianisme. Les relations vis-à-vis de Rome devraient être telles qu'elles existaient dans l'antiquité chrétienne avant la séparation. »

Im weitern Verlauf der Abhandlung werden die dogmatischen Schwierigkeiten, die der Union entgegentreten, besprochen. Auch hier vertritt Prinz Max Anschauungen, die die Kurie nie anerkennen wird. Dem Artikel wurde so grosse Bedeutung beigemessen, dass der Papst selbst sich dazu in einem Schreiben vom 26. Dezember an die päpstlichen Delegaten im Orient äusserte.

Pius X. nimmt in dieser Bulle gegenüber den Orientalen ganz dieselbe Haltung ein, wie sein Vorgänger Leo XIII. Union bedeutet für ihn rückhaltlose Unterwerfung der Orientalen unter den römischen Papst.

Auch aus der orientalischen Kirche sind Stimmen zur Unionsfrage laut geworden. Bemerkenswert ist die Kundgebung des Metropoliten Gerasimos Messara von Beirut. Sie hat die Zustimmung des Patriarchen von Antiochien, unter dessen Jurisdiktion der Beiruter Metropolit steht, erhalten und ist in französischer Übersetzung aus dem Konstantinopolitaner «Jeune Turk» im «Journal de Genève» vom 20. Januar erschienen. Das Schreiben ist in durchaus versöhnlichem Sinn abgefasst, allein es betont so bestimmt die Selbständigkeit und Eigentümlichkeit der orientalischen Kirche, dass Rom auf solche Anschauungen nie eintreten wird. Es sei nur das hervorgehoben, was über die Stellung des Papstes gesagt wird. Der Bischof von Rom wird zwar als der erste der Patriarchen bezeichnet. Weiter heisst es aber: «Wir glauben und bekennen, dass Jesus Christus selbst zur Leitung des christlichen Volkes ein apostolisches Kollegium eingesetzt hat, und dass der hl. Petrus einer der Ersten (l'un des Notables) in diesem Kollegium war. Wir anerkennen mit Gregor dem Grossen, dem römischen Papst, dass der hl. Petrus in der Kirche drei Hauptsitze: Antiochien, Alexandrien und Rom gegründet hat, und dass diese drei Sitze ein und dieselbe Sache sind. Die Kirche von Jerusalem besitzt deshalb ihren Ehrenvorrang, weil der Herr in der hl. Stadt gelehrt hat und gestorben ist, weil dort der hl. Geist auf die Apostel herabgekommen ist, und weil dort die christliche Kirche entstand. Wir glauben und bekennen zugleich, dass der Herr, als er von der höchsten Autorität in seiner Kirche sprach, gesagt hat: «Die Fürsten der Völker herrschen gern über sie und üben Gewalt aus über sie. So soll es unter Euch nicht sein. Ihr seid Brüder und der erste unter Euch ist der Diener von Allen.» Der Metropolit betrachtet als Grundlage der Einheit die Lehre und apostolische Überlieferung, wie sie in den Schriften der Väter und den authentischen Akten der ökumenischen Konzilien niedergelegt sind. «Es ist selbstverständlich», sagt er gegen Schluss, «dass die Wiederherstellung der Einheit der Kirchen die unversehrte Aufrechterhaltung aller Privilegien und aller Rechte der Kirchen zur Grundlage haben wird. Jede Kirche wird ihre Rechte und ihre Autonomie wie im Altertum behalten, d. h. wie sie in den ökumenischen Konzilien, vor allem durch dasjenige von Nicäa, festgesetzt sind.» Der Verfasser stimmt in seinen Ausführungen vielfach mit den Anschauungen des Prinzen Max überein, nicht aber mit denen des römischen Papstes. Dass diese für die römische Kirche allein massgebend ist,

ist durch die Behandlung des fürstlichen Theologieprofessors aller Welt kund getan worden. An diesem Ergebnis wird auch die Meinungsäusserung des Patriarchen von Konstantinopel zur vorliegenden Kontroverse nichts ändern. Sie lautet folgendermassen:

«Um zu einer Vereinigung der Kirchen zu gelangen, muss zuerst der Fanatismus auf beiden Seiten verstummen, beim Klerus des Orients und des Okzidents.

Danach kann man zweitens zur gerechten Prüfung der Rechte der beiden Kirchen des Morgen- und des Abendlandes schreiten und sich verständigen über ihre gegenseitige Stellung und ihre Privilegien.

An dritter Stelle, aber nicht vorher, sind die dogmatischen Verschiedenheiten zu erörtern. Denn nicht die Dogmen sind die Hauptursache der Trennung. Darüber könnte man Einverständnis ohne allzu grosse Schwierigkeiten erzielen. Die Politik ist es, welche der Hauptgrund der Spaltung ist.»

* **Internationale Beziehungen.** — Der jetzige Patriarch von Konstantinopel, Joachim III., hat sich bei anderer Gelegenheit ebenfalls über die Beziehungen zu den Kirchen des Westens geäussert. Nach dem «Guardian» vom 20. Januar sagte er dem Korrespondenten des «Giornale d'Italia» darüber folgendes:

«Der Papst ist ein absoluter Monarch. In der morgenländischen Kirche ist die Lage eine andere; sie hat eine demokratische Verfassung und ist in verschiedene Gemeinschaften geteilt, von denen jede autonom und souverän ist. Im ersten Jahre meines Patriarchats holte ich die Gutachten der orthodoxen Kirchen ein, um einerseits mit Rom, anderseits mit der anglikanischen Kirche Verhandlungen zu einer direkten Verständigung anknüpfen zu können. Leider gingen meine Wünsche nicht in Erfüllung, indem alle orthodoxen Kirchen darauf bestanden, dass der Status quo beibehalten werde.» ... «Die anglikanische Kirche anerkennt das Alter der morgenländischen Kirche und hält sie in Ehren; sie gelangte mit uns soweit zu einer Verständigung, dass unsere Beziehungen nicht bloss äusserst herzliche sind, sondern auch zu einem Abkommen führten, nach welchem an Orten, wo keine Geistlichen der andern Kirche sind, orthodoxe Priester gewisse Sakramente den Anglikanern und anglikanische Pastoren (pastors) sie den orthodoxen Christen spenden können.»

Über das Verhältnis zu den Altkatholiken äusserte er sich:

«Wir stehen in keiner Beziehung zu den Altkatholiken, die vor langer Zeit um Einigung mit der morgenländischen Kirche nachsuchten; diese ist jedoch nicht in der Lage, irgend einen ihrer Wünsche zu befriedigen» (to gratify any of their desiderata). Dazu bemerkt der «Berner Katholik»: Das ist sehr irreführend. An

der ersten, von Döllinger geleiteten Bonner Unionskonferenz des Jahres 1874 war das Patriarchat von Konstantinopel gar nicht, an derjenigen des Jahres 1875 wenigstens nicht offiziell vertreten. Die nachherigen Unionsverhandlungen wurden nicht mit Konstantinopel, sondern mit einer Petersburger Kommission geführt. Gesuche (desiderata) wurden weder an das Patriarchat noch sonst an eine orientalische Kirchenbehörde gerichtet; vielmehr lehnten die Altkatholiken den Gedanken, dass sie um Aufnahme in eine andere Kirche zu bitten hätten, von Anfang an mit aller Bestimmtheit ab. So hat die christkatholische Synode schon 1876 die volle Autonomie in Anspruch genommen und daran immer streng festgehalten. Wir sind der Meinung, dass wir auf dem Boden der ökumenischen Kirche stehen, also einen Zweig der allgemeinen christlichen Kirche bilden. Ebensowenig wie wir uns in die Rechte einer andern Kirche einmischen, können wir uns in der eigenen Selbständigkeit beschränken lassen.

Wie wenig übrigens der Patriarch die tatsächlichen Verhältnisse kennt, ergibt sich aus seiner Schlussbemerkung, nach welcher eine in London gebildete altkatholische Partei (a party of old Catholics formed in London) « bedingungslos » um Einigung mit der orthodoxen Kirche, also um Aufnahme in diese Kirche nachgesucht hat. Das bezieht sich auf Bischof Mathew, der jüngst seine Beziehungen zu den vereinigten altkatholischen Kirchen gelöst hat, nun aber auch nicht eine einzige Kapelle mehr zur Verfügung hat, in der er Gottesdienst halten könnte. Seiner Erklärung war zu entnehmen, dass er nun in die orthodoxe Kirche aufgenommen zu werden wünsche. Seine Verhältnisse lassen einen derartigen Wunsch begreiflich erscheinen. Nur ist das natürlich ebensowenig eine Vereinigung von Kirchen, wie es eine solche wäre, wenn sich Mathew der päpstlichen Jurisdiktion unterwerfen wollte. »

Viel freundlicher lautet ein im « Altkatholischen Volksblatt » von Bonn publizierter Brief des Kirchengeschichtsschreibers der morgenländischen Kirche, des Universitätsprofessors Dr. A. Diomedes Kyriakos in Athen an den altkatholischen Pfarrer Bommer in Köln:

« Bei uns Griechen herrscht grosse Sympathie zu der altkatholischen Kirche, die wir als eine Schwesterkirche betrachten. Es ist so vieles, was wir beide gemeinsam haben. Orthodoxe und Altkatholiken sind liberale Katholiken. Wir gründen beide unsern Glauben auf die Bestimmungen der 7 allgemeinen Synoden der ersten acht Jahrhunderte und auf die einstimmige Lehre der Kirchenväter der alten katholischen Kirche. Wir beide verwerfen den Papst, seinen Despotismus, seine Unfehlbarkeit, die unbefleckte Empfängnis Mariä, das Fegfeuer, die Ablässe, den erzwungenen Zölibat des Klerus, den lateinischen Kultus, die päpstlichen Dekretalen, die

Scholastik, die päpstlichen Synoden, den Index, die Inquisition, die Jesuiten, den fanatischen Ultramontanismus, die Enzykliken der letzten Päpste, den Syllabus, den reaktionären Geist des päpstlichen Hofes und alle anderen Missbräuche, mit denen das Papsttum verwachsen ist. Die Altkatholiken haben sehr wohl getan, dass sie die Neuerungen des Papsttums, durch die es das alte, reine Christentum verunstaltet hat, verlassen haben und zum alten unverfälschten Katholizismus zurückgekehrt sind. Es freut uns sehr, dies zu sehen, weil wir vom Anfang diesen Abfall des Papsttums vom alten Christentum verurteilt haben. Weil unsere Kirchen in vielem übereinstimmen und auf derselben dogmatischen Grundlage stehen und denselben Geist haben, ist es natürlich, dass beide seit den Konferenzen von Bonn unter dem Vorsitze des grossen Döllinger (1874 und 1875) sich miteinander zu vereinigen suchten. Die Vereinigung hat bis jetzt einige Schwierigkeit gefunden, aber ich hoffe, dass die Zeit nicht fern ist, in der dieser beiderseitige Wunsch sich verwirklichen wird. Ich in Griechenland und (der inzwischen verstorbene) Kireeff in Russland sind an der Spitze derjenigen Orthodoxen, die diese Vereinigung wollen und für ihre Verwirklichung von ganzem Herzen arbeiten. Gott gebe, dass dies bald geschehe!

Ich grüsse Sie herzlich und mit Ihnen die ganze Gemeinde der Altkatholiken in Köln, die ich als Brüder im Glauben betrachte. O liebe Freunde! Kämpfet fort, tapfer wie bis jetzt, für die Wahrheit gegen die Römischen, diesen Feind aller wahren Christen, von welchem alle Übel und alle Trennungen in der Kirche kamen. Die Jesuiten und die Ultramontanen mit dem unfehlbar erklärten Papst sind die Ursache, weshalb das Christentum in aller Welt in diesen Tagen so viele Feinde findet, weil sie gegen jeden Fortschritt, gegen jede Versöhnung mit der Freiheit und mit der Kultur des neuen Europas, gegen jede wissenschaftliche Forschung in religiösen Fragen sich erklären und die neue Gesellschaft, den neuen Staat und die neue Wissenschaft anathematisieren. Aber die Wahrheit und mit ihr das Christentum werden am Ende siegen, da Gott mit der Wahrheit und mit der wahren Kirche ist.»

Über die Beschlüsse, die die Generalsynode der protestantisch-bischöflichen Kirche der Vereinigten Staaten zur Herbeiführung einer kirchlichen Verständigung gefasst hat, gab der amerikanische Bischof Dr. Brent von Manila in der St. Pauls Kathedrale zu London, wo er am 11. Dezember 1910 Gottesdienst hielt, folgenden Aufschluss:

«Die Gemeinschaft, die ich repräsentiere, hat vor weniger als zwei Monaten auf ihrem Konzil, das aus über 300 erwählten Priestern und Laien und aus mehr als 100 Bischöfen zusammengesetzt war, ohne dass auch nur eine einzige Stimme abweichend gelautet hätte, folgenden Beschluss gefasst:

«Wir glauben, dass nun die Zeit gekommen ist, in der Repräsentanten der ganzen christlichen Familie, geleitet vom heiligen Geist, willig wären, zur Erwägung von Fragen des Glaubens und der kirchlichen Ordnung zusammenzukommen. — Wir glauben ferner, dass alle christlichen Gemeinschaften mit uns in dem Wunsche einig sind, alle Selbstgefälligkeit abzulegen und die Gesinnung zu hegen, die ist in Christus Jesus unserm Herrn. — Wir möchten diesen Ruf des Geistes Gottes in aller Demut und in aufrichtiger Absicht aufnehmen. — Wir möchten uns an die Seite unserer Mitchristen stellen, nicht allein auf das Eigene sehen, sondern auch auf das, was der andern ist, überzeugt, dass eine gegenseitige Verständigung nur zu hoffen ist von einer gemeinschaftlichen Beratung im Geiste der Liebe und der Verträglichkeit. — Es ist unsere Überzeugung, dass eine solche Konferenz zum Zwecke des Studiums und der Diskussion, ohne dass sie Gewalt hätte, Gesetze zu geben oder Beschlüsse zu fassen, der erste Schritt zur Einigung ist. — Mit Trauer über unsere Scheidung in der Vergangenheit und über andere Fehler des Hochmuts und der Selbstgenügsamkeit, die zu Spaltungen führen, mit aufrichtiger Hingabe an die Wahrheit, so wie wir sie sehen, und mit Achtung vor den Überzeugungen derer, die von uns abweichen, in der Meinung, dass der Anfang der Einigung in der klaren Feststellung und vollen Erwägung sowohl der Dinge zu suchen sei, in denen wir voneinander abweichen, wie derjenigen, in denen wir einig sind, legen wir ehrfurchtsvoll den nachfolgenden Beschluss vor:

«Dieweil in unsern Tagen unter dem ganzen christlichen Volk ein wachsendes Verlangen nach der Erfüllung der Bitte unseres Herrn vorhanden ist, dass alle seine Jünger Eins sein mögen, so dass die Welt glaube, dass Gott ihn gesandt hat, wird beschlossen:

Es soll eine mehrgliedrige Kommission eingesetzt werden, die die Aufgabe hat, eine Konferenz zu veranstalten zur Erwägung von Fragen, die den Glauben und die kirchliche Ordnung betreffen; und es sollen alle christlichen Gemeinschaften der ganzen Welt, die unsern Herrn Jesus Christus als Gott und Erlöser bekennen, gebeten werden, sich mit uns zur Veranstaltung und Abhaltung einer solchen Konferenz zu vereinigen.»

Adolf Küry.